

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

15 September 2015

DRC

Coalition partners warn Congo's Kabila not to cling to power

NEWS STORY

Source: Reuters

By Aaron Ross

Kinshasa, 14 September 2015 - Leading parties in Democratic Republic of Congo's ruling coalition told President Joseph Kabila on Monday that actions by his allies had given the impression that he intends to violate the constitution by hanging onto power beyond 2016.

In a letter to Kabila, seen by Reuters, the heads of the so-called G7 parties demanded immediate steps to ensure that the presidential election, scheduled for November 2016, is held on time. If held successfully, the vote would mark the country's first peaceful transition of power.

The letter stated that violating the constitution's two-term limit risked destabilizing the vast Central African country where regional wars between 1996 and 2003 killed millions, most from hunger and disease.

Opposition parties plan to demonstrate in the capital, Kinshasa, on Tuesday to demand that Kabila, in power since his father's assassination in 2001, step down next year as required by the constitution.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Kabila's opponents accuse him of attempting to manipulate a packed slate of costly local, provincial and national elections planned over the next 14 months to delay the presidential vote.

Those concerns were further fed by a constitutional court decision last week ordering the election commission to review the calendar on the grounds that budgetary and political constraints had made it untenable.

"The last extraordinary session of parliament and the judgment of the constitutional court...have led the overwhelming majority of Congolese to believe there are unavowed intentions to not respect the constitution," the G7 wrote.

The party leaders said that any revision of the election calendar must respect the constitutional requirement that the presidential election be held next year.

The government spokesman was not immediately available for comment.

The seven parties previously wrote to Kabila in February and March to warn that lingering uncertainty surrounding his intentions was draining their political support.

The group includes the Social Movement for Renewal (MSR), the second largest party in Kabila's coalition.

Kabila has refused to comment publicly on his political future though a spokesman has said he intends to respect the constitution.

La Monusco appelle la RDC à renforcer la coopération avec les pays de la sous-région

NOUVELLE

Source: Xinhua / MCN, via mediacongo.net

Kinshasa, 14 Septembre 2015 - Le chef de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en RDC (Monusco), Martin Kobler, a préconisé le renforcement de la coopération entre le gouvernement de la RDC et les Etats de la sous-région aussi bien sur le plan bilatéral que dans le cadre des organisations telles que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"Pour un développement durable, il est nécessaire d'assurer une coopération au niveau sécuritaire dans la région des Grands Lacs", a déclaré M. Kobler dans un communiqué publié samedi à l'occasion de la Journée des Nations-Unies pour la coopération Sud-Sud, célébrée le 12 septembre.

"Je félicite le gouvernement congolais pour ses efforts visant à assurer la paix et la stabilité à travers le renforcement de la coopération Sud-Sud", a-t-il indiqué.

"Les pays en développement ont besoin de promouvoir et mettre en œuvre la coopération Sud-Sud pour l'émergence d'une vraie croissance économique et pour améliorer les conditions de vie des populations", ajoute-t-il.

A travers la signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, les pays de la sous-région se sont engagés à unir leurs forces pour consolider la paix et instaurer une dynamique de coopération économique.

Selon les autorités de l'ONU, "malgré certains problèmes persistants, les pays en développement sont devenus des acteurs de premier plan sur la scène socioéconomique mondiale".

Échec de la contre-insurrection dans l'est du Congo

NOUVELLE

Source: IRIN

Oicha (République démocratique du Congo), 14 septembre 2015 - L'accalmie a pris fin le week-end dernier. Après plusieurs mois de calme relatif en territoire de Béni, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), des assaillants s'en sont pris à deux villages, faisant neuf morts.

Comme pour les incidents analogues survenus l'an dernier, les autorités ont attribué ces attaques à la machette aux Forces démocratiques alliées (ADF), une insurrection d'origine ougandaise établie dans l'est du Congo.

« Ce sont des cas qui nous inquiètent », a dit Jean-Paul Nhangondi, le coordonnateur national de la Convention pour le respect des droits de l'homme, une ONG basée à Béni.

« Ces rebelles tuent sauvagement des civils, même à quelques mètres des positions de l'armée ou des casques bleus. Nous ne prenons plus la peine de signaler chaque nouvelle attaque aux autorités, car aucune solution n'est jamais trouvée. »

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ces onze derniers mois, plus de 450 personnes ont été tuées dans des circonstances analogues imputées aux ADF, selon le décompte du Rafiki - un mensuel local.

Avant les attaques survenues dans la nuit du samedi dans les villages de Ntoyi et Mukida « les gens avaient commencé à se détendre dans les grandes villes comme Oicha », a dit Stanley Muhindo, journaliste à la radio catholique Moto d'Oicha.

« Mais voilà, le malheur revient. »

Et avec lui, le débat sur la réponse aux violences apportée par les forces de sécurité. L'armée congolaise et les soldats de maintien de la paix se sont alliés contre les ADF depuis janvier 2014, parvenant à récupérer d'importantes bases rebelles, des armes et des munitions. Des centaines de civils détenus par les rebelles ont également été libérés, parmi lesquels les trois prêtres catholiques enlevés en octobre 2012.

Les attaques meurtrières du mois dernier suivaient un même mode opératoire macabre, décrit par les prélats catholiques dans un rapport du mois de mai : « Les criminels tuent sauvagement avec des machettes, des couteaux ou des haches. Certaines victimes ont la gorge tranchée, les bras des enfants sont mutilés, des femmes enceintes éventrées et des familles entières sont décimées ».

Beaucoup s'étonnent d'un tel retour en force d'un groupe présenté comme sérieusement affaibli par les opérations anti-insurrectionnelles.

Le groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC a avancé une explication dans son rapport final publié début 2015, en soulignant que les opérations n'avaient que très peu affecté le leadership et les réseaux de soutien des ADF – des réseaux qui s'étendent de nombreuses villes de l'est de la RDC jusqu'en Ouganda et au Rwanda voisins, et même au Royaume-Uni.

Restructurer, réarmer

« D'après nos sources, depuis janvier 2015, les ADF et leurs complices procèderaient à l'évacuation de leurs caches d'armes situées entre Oicha et Eringeti, dans le sud du territoire de Lubero. Pour déplacer leurs cargaisons, ils utiliseraient des camions transportant de l'huile de palme », peut-on lire dans le Rafiki.

Depuis l'arrestation en avril du chef des ADF Jamil Mukulu, ses fils auraient entrepris de réorganiser le groupe, comme ça avait été le cas à la suite des opérations militaires de 2005 et 2010.

« Il n'y a pas que leur réorganisation socio-économique qui nous préoccupe », a dit Clovis Munihere, l'envoyé présidentiel chargé du suivi de la restauration de l'autorité de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'État dans l'est du Congo. « Ils recrutent de jeunes musulmans dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, voire dans certains pays voisins. »

Un autre frein à la contre-insurrection est la détérioration des relations entre l'armée et la mission des Nations Unies depuis que le gouvernement congolais a décidé en janvier de se retirer des opérations conjointes prévues à l'encontre d'un autre groupe armé actif dans l'est, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

D'après Nicaise Kibel Bel'Oka, qui dirige le Centre d'études et de recherches géopolitiques de l'est du Congo (CERGEC), Kinshasa devrait en faire plus pour solliciter l'aide de l'Ouganda.

« Nous ne devons pas nous contenter des coopérations se limitant au partage de rapports de renseignements d'un bureau à l'autre », a-t-il dit à IRIN.

« À plusieurs reprises, les ADF ont traversé les districts ougandais voisins de Béni. Mais que fait Kampala ? Simplement envoyer des rapports ? L'Ouganda aussi doit envoyer des troupes au front. Après tout, ce sont leurs rebelles. »

Invité à réagir à ces propos, le porte-parole de l'armée ougandaise Paddy Ankunda a dit IRIN : « À l'heure où nous parlons, les autorités congolaises ne nous ont jamais demandé d'engager une action ferme contre les rebelles des ADF sur leur territoire. Nous ne pouvons pas nous déployer en RDC sans leur demande ou leur autorisation ».

« Nous sommes toujours en alerte et en attente », a ajouté Ronald Kakurungu, le porte-parole de la seconde division de l'armée basée dans l'ouest de l'Ouganda, à la frontière avec la RDC. « Nous avons déployé des troupes le long de nos frontières communes avec la RDC pour garantir que les ADF ne pénètrent pas notre territoire pour semer le chaos. »

« S'ils tentent de le faire, nous les affronterons avec fermeté. »

Pour M. Bel'Oka, l'un des problèmes clés est que les leaders et les soutiens des ADF « se trouvent parmi la population locale [congolaise]. C'est pour cela que des civils sont punis et tués – lorsqu'ils refusent de collaborer. C'est comme ça depuis longtemps. »

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Elections en RDC: sept dirigeants de la majorité jugent « suicidaire » le jeu du pouvoir

NOUVELLE

Source: MaliActu.net

14 Septembre 2015 - Sept dirigeants de la majorité en République démocratique du Congo dénoncent dans une lettre au président Joseph Kabila publiée lundi la « stratégie suicidaire » suivie selon eux par le pouvoir en entretenant la « confusion » sur la « tenue des prochaines élections ».

« La stratégie actuelle nous paraît suicidaire », écrivent ces responsables de formations politiques alliées au Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de M. Kabila, qui avaient déjà interpellé le chef de l'État en février par voie épistolaire.

L'évolution politique des dernières semaines a « conduit l'écrasante majorité des Congolais à la conviction qu'il y a des intentions inavouées de ne pas respecter la Constitution », ajoutent les membres de ce groupe, surnommé G7, dans ce texte publié à la veille de la rentrée parlementaire.

« Quant à la tenue des prochaines élections tant attendues par le Peuple congolais, chaque jour qui passe apporte plus de confusion que de clarté », ajoute la lettre, transmise à l'AFP par le cabinet de l'un de ses auteurs, Gabriel Kyungu, chef de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec) et président sortant de l'assemblée provinciale du Katanga (sud-est).

La lettre est notamment signée par Yves Mobando-Yogo, vice-président du Mouvement social pour le renouveau, plus gros parti de la coalition gouvernementale après le PPRD, et par Olivier Kamitatu, président de l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC) et ministre du Plan.

Sa publication intervient alors que le parti d'opposition historique, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a annoncé dans la nuit de dimanche à lundi avoir rompu ses pourparlers avec le pouvoir destinés à préparer le « dialogue national » proposé par M. Joseph Kabila en vue de la tenue d'« élections apaisées ».

Dans un communiqué signé de son président, Étienne Tshisekedi, rival malheureux de M. Kabila à la présidentielle de 2011, l'UDPS a appelé « toutes les forces politiques et sociales acquises au changement » à « l'organisation d'un processus électoral crédible », dans un « climat apaisé », et tenant « compte des délais constitutionnels ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le climat politique est tendu en RDC à l'approche d'un cycle d'élections censé s'ouvrir fin octobre pour mener à la présidentielle de novembre 2016, à laquelle la Constitution interdit à M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, de se présenter.

Depuis des mois, l'opposition accuse le chef de l'État de manœuvrer pour se maintenir au pouvoir au-delà de la fin de son mandat.

Le mécontentement gronde aussi au sein de la majorité depuis le début de l'année, jusqu'au sein même du PPRD, alors que le chef de l'État entretient le doute sur ses intentions et son avenir politique.

Jusqu'à présent, rares sont ceux, au sein de son camp, qui ont osé interpeller M. Kabila aussi ouvertement que le fait le G7 en plaidant pour une « alternance politique » au sein de la majorité.

Entachées d'irrégularités massives, les élections de 2011 sont à l'origine de la crise actuelle. Depuis cette date, aucun des scrutins qui devaient avoir lieu en RDC n'a été organisé.

Pour l'opposition, l'insistance du gouvernement et de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) à vouloir tenir avant la présidentielle et les législatives de novembre 2016 des élections locales jamais organisées depuis l'indépendance du pays en 1960 est le signe d'une volonté manifeste de faire « glisser » le calendrier électoral.

« Afin d'épargner » à la RDC « une crise politique inutile [...] aux conséquences imprévisibles », le G7 appelle M. Kabila et la Majorité présidentielle à prendre « des initiatives courageuses ».

Pour respecter la lettre et l'esprit de la Constitution, les frondeurs estiment qu'il n'y a pas d'autre choix aujourd'hui que de reporter les élections locales à une date ultérieure à la présidentielle de novembre 2016 afin de permettre à celle-ci de se tenir dans les temps prescrits.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Coopération économique: la Belgique veut accroître sa présence en RDC

NOUVELLE

Source: Agence d'Information d'Afrique Centrale

Par Nioni Masela

En tête d'une importante délégation d'une cinquantaine d'entreprises et d'un consortium de cent firmes belges, le vice-président et ministre de l'Économie, de l'Industrie de la région wallonne, Jean-Claude Marcourt, a présenté les secteurs de l'énergie et de l'environnement en général comme les deux branches prioritaires d'intervention des investissements belges.

14 Septembre 2015 - Jean-Claude Marcourt a jugé satisfaisante la mission qu'il a conduite en trois jours, tenue pour une étape préliminaire avec des contacts prometteurs. Dans les détours de l'entretien accordé à la presse à son terme le 9 septembre au restaurant Majestic, le ministre belge a par ailleurs mentionné l'interaction entre le secteur économique et scientifique. Il a ici relevé le projet en cours sur la sécurité des médicaments question d'assurer la population congolaise sur la qualité des produits qu'elle se procure. « Quitte à rappeler que la Belgique, plus spécifiquement encore la Wallonie, est le premier pays producteur de médicaments à la tête d'habitants. Et le premier producteur nominal de vaccin ». Du reste, c'est en Wallonie que sont menées les recherches pour le vaccin contre la malaria, a souligné le diplomate.

Plusieurs rencontres ont été réalisées certes avec les autorités politiques mais également avec des entrepreneurs congolais. Jean-Claude Marcourt a fait état d'une dizaine d'entreprises contactées au matin du 9 septembre. Qu'il a été par ailleurs organisé un séminaire qui a servi à la présentation d'entreprises congolaises et belges. Outre les secteurs de l'énergie et de l'environnement précités, le ministre wallon a plus évoqué « des projets ambitieux qui se font jour dans le but de mesurer les enjeux de la formation supérieure en RDC ». Il a signalé l'entretien avec le Premier ministre Matata Ponyo, sur les « pistes à saisir pour améliorer cet environnement ». Il a du reste dit la volonté de l'Université de Liège de création à Kinshasa d'une School of management ou école de management qui prenne en compte les réalités actuelles du pays.

La mission, conduite depuis le 6 septembre avec en perspective l'amélioration des relations entre la RDC et la Belgique, va en appeler d'autres. Car, de manière plus générale, la Belgique entend œuvrer dans tous les secteurs où elle fut présente par le passé dans le pays. En plus de cette large palette qu'elle a en vue de redynamiser,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Jean-Claude Marcourt dit former le vœu que d'autres entreprises belges se joignent aux premières arrivées en éclairneur. Du reste, le retour au mois d'octobre de certaines d'entre elles prouve à suffisance que les conditions se trouvent réunies, au regard de l'amélioration du climat des affaires pour oser investir en RDC.

De manière concrète, il est relevé que dans le domaine de l'agriculture, par exemple, un consortium de sociétés belges, wallonnes en particulier, qui entend implanter une usine de production industrielle de manioc en marge du parc agroindustriel de Bukanga Lonzo. Dans l'énergie, des suites de la mission, la société Altech safs déjà présente depuis quelque temps et œuvrant pour la purification de l'eau a obtenu du ministère de l'Industrie l'accord d'implantation d'une unité de fabrication dans la future zone économique spéciale de Maluku. En outre, il y est aussi envisagé l'établissement d'un centre de formation pour la construction de briqueteries industrielles. Notons qu'une nouvelle briqueterie industrielle est en construction à Kwilu Ngongo qui entend se servir de déchets de cannes à sucre.

RDC: le G7 demande au président de la République, Joseph Kabila, de respecter la Constitution

NOUVELLE

Source: Xinhua / VOA / MCN, via mediacongo.net)

Kinshasa, 14 Septembre 2015 - Regroupé dans une sous-plate-forme surnommé G7, les auteurs de la lettre sont des responsables de formations politiques alliées au Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) du président Joseph Kabila.

Sept partis politiques de la Majorité Présidentielle (MP) de la République démocratique du Congo (RDC) ont demandé lundi 14 septembre au président Joseph Kabila, qui est à une année de la fin de son deuxième mandat, de respecter la Constitution.

Cette demande est contenue dans une lettre ouverte adressée au président de la République signée par les présidents du Mouvement social pour le Renouveau (MSR), de l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC), du Parti démocrate chrétien (PDC), l'Avenir du Congo (ACO), de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC), de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (UNADEF) et de l'Alliance des démocrates pour les progrès (ADP).

"La dernière session extraordinaire du Parlement et l'arrêt de la Cour constitutionnel rendu sur requête de la CENI, le mardi 8 septembre courant, ont conduit l'écrasante

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

majorité des Congolais à la conviction qu'il y a des intentions inavouées de ne pas respecter la Constitution", écrivent les responsables de ces partis au sein de la MP.

"C'est ici l'occasion pour nous le président de la République de rappeler et de réaffirmer que le partenariat, que nous avons engagé il y a dix ans, repose sur les valeurs républicaines et démocratiques inscrites dans la Constitution du 18 février 2006", poursuivent-ils.

"Le dialogue projeté sera voué à l'échec s'il n'est assis sur une volonté ferme de tous d'affirmer l'intangibilité de notre Constitution et d'en respecter les dispositions en ce qui concerne particulièrement les valeurs fondamentales de solidarité nationale, de liberté d'expression et de manifestations des échéances électorales et alternance politique", indiquent les sept partis.

D'après une source proche de la présidence, "les auteurs de cette lettre ont signé leur divorce avec la MP".

La lettre ouverte adressée au président Kabila a été publiée à la veille d'un grand meeting organisé par une trentaine de partis d'opposition, réunis au sein de la Dynamique de l'opposition, qui s'opposent à un glissement du mandat présidentiel.

Measles Outbreak in Democratic Republic of Congo Kills 400

NEWS STORY

Source: New York Times

14 September 2015 - More than 23,000 people, mostly children, have been infected with measles in the Katanga region of the Democratic Republic of Congo. More than 400 have died, according to United Nations agencies and Doctors Without Borders.

In one village of 500, more than 30 children under age 5 died within two months — a third of all the children in that age group. "Their little graves are still visible in the cemetery," said Augustin Ngoyi, the response coordinator for Doctors Without Borders.

The epidemic started in February, but as of early this month, the central government in Kinshasa had not acknowledged that it was underway and deaths were not being officially counted, he said.

Doctors Without Borders has vaccinated more than 300,000 children, but it has been difficult. The vaccine must be kept cold, and two shots, weeks apart, are needed for full protection.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Moving the vaccine to village clinics has been hampered by bad roads and railroads that are seldom repaired and have fuel shortages. Some villages are reachable only by foot, motorcycle or canoe. Many children in the region already have been weakened by malaria and malnutrition.

Katanga, the country's southernmost region, has rich copper and cobalt mines, but is poor and underdeveloped. It has a long history of trying to secede from the country, formerly the Belgian Congo and then Zaire. Clashes between local militias and the Congolese army and fights over control of mining areas sometimes force villagers to flee for days or weeks, making it hard for vaccinators to find them.

RWANDA

Trial of accused FDLR leaders continues in Germany

NEWS STORY

Source: Deutsche Welle

The trial of former leaders of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) Ignance Murwanashyaka and his deputy Straton Musoni is continuing in the German city of Stuttgart.

14 September 2015 - They face 26 counts of crimes against humanity and 39 counts of war crimes committed by militias under their command between January 2008 and their arrest in November 2009. The hearing is slated to end this week but no timeframe has been put forward for a verdict.

Murwanashyaka is accused of committing war crimes and crimes against humanity as well as being a member of the foreign terrorist organization Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR). He's also accused of having ordered the chief of the militia group to carry ethnic massacres in eastern Congo between 2008 and 2009.

The trial is unique in that it is the first to use Germany's Code of Crimes against International Law. Introduced in 2002, the legislation allows Germany to prosecute people for war crimes and human rights violations committed outside the country. Superiors are also responsible for the acts of their subordinates if they made no attempt to prevent them from committing crimes.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Murwanashyaka's lawyer Ricarda Lang argues that her client is not responsible for the crimes that he is accused of and wants him to be acquitted. In an interview with DW last month, Lang said her client had no way to prevent these crimes. As a politician, he had no influence on the military arm of the FDLR that committed the atrocities.

A warlord in Mannheim

Until 2009, when he was arrested, Ignace Murwanashyaka lived in the German city of Mannheim where he kept a low profile.

The prosecution needs to provide evidence that he influenced the first FDLR general in the DRC to carry out the killings. If prosecuted, Murwanashyaka will serve a five-fold life imprisonment. He is currently in solitary confinement in a maximum security prison in Stuttgart.

His deputy Straton Musoni is also said to have issued orders to the FDLR militia from Germany via satellite telephone, SMS and emails.

The Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) dates back to the genocide in Rwanda. It is regarded as the successor organization of the Rwandan Hutu army that was responsible for the Rwandan genocide in 1994. After being defeated by President Paul Kagame's Rwandese Patriotic Front, many Hutu militants fled to DRC where they often launched attacks on local people.

In 2009, the Congolese Army, with the support of UN troops and the Rwandan army, fought against the the FDLR militias in the Kivu region. During this time, Hutu militiamen attacked several villages in eastern Congo, plundered property and raped women. They also set huts on fire killing many people.

Victims of the FDLR militia were heard via video telephone. Others were flown from Rwanda to Germany. The defense lawyers have repeatedly criticized the trial and alleged that the indictment is meant to support statements made by UN officials and human rights activists.

A special challenge was the laborious translation work. Their communication with the militia group in Congo was conducted in Kinyarwanda. Murwanashyaka even quarreled frequently with the court interpreters on the exact translation of the texts.

Violence continues

Sixteen people have been killed in fighting last week between the Congolese army and rebels in the east of the country according to military and civil society sources.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Rebels from the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) attacked an army post 100 kilometres north-west of the city of Goma, but were repelled, army spokesman Guillaume Ndjike Kaiko said.

Ten rebels, five soldiers and one civilian were reported to have been killed. Fighting and FDLR attacks against civilians have reportedly increased in the area since the army launched an offensive against the group in January. Six army soldiers were also killed in an ambush at the end of August.

BURUNDI

East African peacekeeping force says ready to be deployed to Burundi

NEWS STORY

Source: Xinhua

14 September 2015 - The East African Standby Force (EASF) has said it's ready to be deployed to Burundi which has suffered months-long unrest if the African Union (AU) gives the order.

The remarks came at a press conference held on Monday by the African Union's regional peacekeeping force in its headquarters, the Kenyan capital Nairobi.

"For EASF to deploy, there is a process to follow which must be decided by the AU Peace and Security Council and endorsed by the Assembly of Heads of State and Government," said EASF Director Chanfi Issimail.

The 11-year-old EASF, with a strength of 5,000 soldiers from ten East African nations, has the full operational ability to contain civil conflicts in the region when required, Issimail said.

Burundi has been in unrest since April when President Pierre Nkurunziza decided to run for, and later won, a third term in office.

Opponents say the re-election violates the constitution that limits presidents to a maximum of two terms.

Clashes between protesters and police have caused dozens killed with a coup attempt thwarted.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

A senior army general and aide to the president, and a spokesman for an opposition party were killed in attacks after the election.

Army Chief of Staff Prime Niyongabo last week survived an assassination bid as assailants raided his convoy on a road in the capital, killing three soldiers guarding him.'

UGANDA

AU commission probing LRA activities arrive in Khartoum

NEWS STORY

Source: <http://tvcnews.tv/?q=article/au-commission-probing-lra-activities-arrive-khartoum>

14 September 2015 - An African Union (AU) commission tasked with investigating the Ugandan Lord Resistance (LRA) activities started a visit to Khartoum hours before an impending visit by President Yoweri Museveni on Tuesday.

LRA leader Joseph Kony and his fighters.

There were reports that notorious LRA militia led by Joseph Kony are moving between the borders of Darfur, Central Africa Republic and the Democratic Republic of the Congo (DRC) after having their presence in South Sudan exposed by the military there.

Last year, LRA commander Dominic Ongwen who was apprehended by the International Criminal Court (ICC) disclosed that he met with Kony near Darfur in December 2014.

Uganda has long accused Sudan of supporting the LRA rebels and Museveni personally accused Khartoum of harboring them in Darfur region.

The spokesman for the Sudanese Foreign Ministry Ali al-Sadiq said the visit of the committee is unrelated to Museveni's visit and that they initiated a number of meetings with officials about the abuses committed by the LRA noting that it will submit a report to the African Union.

For two decades the LRA rebels were involved in a vicious fight with the Ugandan government. Most of the fighting took place in northern Uganda.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

At the peak of the conflict nearly two million people in the region, Kony's home area, and where most of his fighters also come from, were forced from their homes and villages into internally displaced persons camps.

The rebel group has been accused of mass murder and forceful abduction of civilian population to swell their ranks.

In 2005, the International Criminal Court indicted the top LRA leaders including Kony for crimes against humanity.

The LRA was flushed out of Uganda in 2006. The rebel group then moved to South Sudan, Democratic Republic of Congo and Central African Republic (CAR).

In 2011, US President Barrack Obama sent to the Great Lakes region 100 military advisers to help the armies of Uganda, Democratic Republic of Congo, South Sudan and Central Africa Republic fight the rebels.

SOUTH SUDAN

South Sudan peace bid hit by renewed ceasefire violations

NEWS STORY

Source: AFP

Juba, 14 September 2015 - South Sudan's army repelled a fresh rebel attack on Monday, the latest battle to rock the country despite a ceasefire aimed at ending a brutal 21-month civil war.

Army spokesperson Philip Aguer said rebels attacked government positions close to the key town of Malakal - capital of Upper Nile state - early on Monday, but the army "repulsed them, and the situation was now calm".

But he also said that large numbers of militia fighters, from the ethnic Nuer "White Army" force, were "massing south of Malakal preparing for an attack".

The army and rebels have repeatedly accused each other of breaking an August 29 ceasefire deal, the eighth such agreement to have been signed since war broke out in December 2013. Despite ongoing fighting, both sides say the political deal remains in place.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

On Sunday, Aguer said rebels and the army had fought in the neighbouring battleground state of Unity, leaving five soldiers and a woman dead as well as several injured.

"There too the situation is now under control," Aguer said.

Ethnic killings

It was not possible to independently verify the reports. Each side has previously dismissed the other's accusations as lies.

The world's youngest nation, independent since July 2011, South Sudan descended into bloodshed in December 2013 when President Salva Kiir accused rebel chief Riek Machar, his former deputy, of planning a coup.

The violence has left tens of thousands dead and the poverty-stricken country split along ethnic lines.

Over two million people have fled their homes from a war marked by ethnic killings, gang rapes and the forced recruitment of child soldiers.

At least 190 000 terrified civilians are sheltering inside UN bases

Monitors from the regional East Africa bloc IGAD, which led efforts to negotiate the peace deal, are meant to be overseeing the ceasefire.

But IGAD personnel lack the resources to monitor the rival forces, fractured into multiple militia units, with the rebels themselves divided.

De nouveaux combats mettent à mal le cessez-le-feu au Soudan du Sud

NOUVELLE

Source: TV5 Monde

14 Septembre 2015 - L'armée sud-soudanaise a accusé lundi la rébellion d'avoir mené de nouvelles attaques en dépit du cessez-le-feu qui devait mettre un terme à 21 mois de guerre civile.

Le porte-parole de l'armée, Philip Aguer, a affirmé que des rebelles avaient attaqué des positions proches de la ville de Malakal, capitale de l'État pétrolier du Haut-Nil (nord) mais que les troupes gouvernementales les avaient "repoussés et que la situation était désormais calme".

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Il a toutefois ajouté qu'un grand nombre de miliciens nuer de l'Armée blanche, appartenant à l'ethnie du chef de la rébellion, l'ex vice-président Riek Machar, se "rassemblaient au sud de Malakal en vue d'une attaque".

L'armée et les rebelles s'accusent mutuellement de ne pas respecter la trêve conclue le 29 août pour mettre fin au conflit qui ravage le jeune pays depuis décembre 2013. En dépit des combats, les deux parties assurent que l'accord signé le mois dernier reste en vigueur.

Dimanche, M. Aguer avait déclaré que les rebelles et l'armée s'étaient affrontés dans l'État voisin d'Unité dans des combats qui ont fait cinq morts parmi les soldats. Une femme a également été tuée et de nombreuses personnes ont été blessées dans les affrontements qui se sont produits dans le comté de Guit, à l'est de la ville de Bentiu (nord).

"Là-bas aussi, la situation est maintenant sous contrôle", a ajouté le porte-parole.

Il n'était pas possible de vérifier ces affirmations de source indépendante dans un conflit où les belligérants s'accusent régulièrement de mensonges.

La guerre civile au Soudan du Sud a commencé en décembre 2013 avec la rivalité opposant le président Salva Kiir et M. Machar, son ancien adjoint qu'il avait limogé. Marqué par des massacres et des atrocités de part et d'autre, le conflit a fait des dizaines de milliers de morts et chassé quelque 2,2 millions de Sud-Soudanais de leur foyer.

Le groupement est-africain de l'Igad - Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud -, qui a assuré la médiation des pourparlers de paix, est censé contrôler le respect du cessez-le-feu.

Mais ses observateurs manquent de moyens pour surveiller efficacement les forces rivales, éclatées entre de multiples groupuscules militaires.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Sudan government denies breaching ceasefire agreement

NEWS STORY

Source: <http://www.tvcnews.tv/?q=article/south-sudan-government-denies-breaching-ceasefire-agreement>

14 September 2015 - South Sudanese government has denied reports that its forces violated the August ceasefire agreement by carrying out attacks in rebel-held positions in the Unity state.

The country's armed opposition led by former vice president, Riek Machar had said forces loyal to president Salva Kiir attacked their bases on Saturday and Sunday.

The Unity state's governor, Joseph Nguen Monytil, refuted the allegations urging the international community to hold the rebels responsible for renewed military offensive.

The accusations of violation of the peace agreement signed by Sudan's warring parties has prompted calls for the international community to monitor the implementation of the deal.

UN to Decide Tuesday on New Sanctions against South Sudan

NEWS STORY

Source: <http://abcnews.go.com/US/wireStory/decide-tuesday-sanctions-south-sudan-33758014>

14 September 2015- The U.N. Security Council will decide Tuesday whether to impose sanctions on a South Sudan army chief and a former army general who is now a rebel commander for continuing to fuel conflict in the world's newest nation, U.N. diplomats said Monday.

The United States proposed imposing an arms embargo and asset freeze on Gen. Paul Malong and ex-general Johnson Olony, the diplomats said, speaking on condition of anonymity because their names have not been made public.

Fighting broke out in oil-rich South Sudan in December 2013 after President Salva Kiir, an ethnic Dinka, accused his ex-vice president Riek Machar, an ethnic Nuer, of trying to oust him. That sparked ethnic attacks and fighting that was supposed to end after Kiir reluctantly followed Machar and signed a peace deal on Aug. 26, but fighting has continued.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Malong was appointed chief of the general staff of the Sudan People's Liberation Army by Kiir in April 2014, while Olony joined Machar in early July after defecting from the army with his forces in April, according to published reports.

The 15-member council has until 3 p.m. EDT (1900 GMT) on Tuesday to object to adding the generals' names to the U.N. sanctions list. If there are no objections, the Security Council committee monitoring sanctions against South Sudan will immediately add Malong and Olony to the list.

The council imposed sanctions on six generals — three from each side — on July 1 for continuing the conflict which has killed thousands, created a humanitarian crisis and displaced over two million people.

The United States, which was an early and vocal supporter of South Sudan's independence from neighboring Sudan, has tried to keep up pressure on the feuding parties, first to sign the peace agreement and now to implement it.

L'ONU envisage de nouvelles sanctions contre des chefs militaires sud-soudanais

NOUVELLE

Source: AFP via Afrique Expansion Magazine

14 Septembre 2015 - Le Conseil de sécurité de l'ONU examine la possibilité de sanctionner deux responsables militaires au Soudan du Sud alors que le cessez-le-feu dans ce pays vient encore d'être mis à mal par de nouveaux combats.

Selon des diplomates, les sanctions (gel des avoirs et interdiction de voyager) envisagées contre Paul Malong, un des responsables de l'armée sud-soudanaise, et le commandant rebelle Johnson Olony entreront en vigueur mardi à 15H00 locales (19H00 GMT) si aucun des 15 pays du Conseil ne s'y oppose.

Ces nouvelles sanctions ciblées avaient été proposées début septembre au Conseil par les Etats-Unis, dans une énième tentative pour faire pression sur le gouvernement et la rébellion du jeune pays ravagé par vingt mois de guerre civile.

Paul Malong est un ancien gouverneur de l'Etat du Bahr al Ghazal (nord), qui a acquis une longue expérience militaire dans la guerre civile opposant Khartoum et la rébellion sud-soudanaise entre 1983 et 2005.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Johnson Olony est un commandant rebelle qui mène les combats contre les forces gouvernementales dans l'Etat pétrolier du Haut Nil (nord).

Le comité des sanctions du Conseil avait déjà décidé en juillet de sanctionner six chefs militaires du Soudan du Sud, trois du côté des forces gouvernementales et trois du côté des rebelles.

Le Soudan du Sud a proclamé son indépendance en juillet 2011, grâce à la partition du Soudan, sous les auspices des Etats-Unis. La plus jeune nation du monde a replongé deux ans et demi plus tard dans la guerre en raison de dissensions politico-ethniques, alimentées par la rivalité entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar.

Les deux camps ont conclu un cessez-le-feu le 29 août mais s'accusent mutuellement de le violer.

L'armée sud-soudanaise a ainsi accusé lundi la rébellion d'avoir mené de nouvelles attaques près de Malakal, capitale de l'Etat du Haut Nil (nord-est), mais a affirmé les avoir repoussées.

President Kiir will not lead government delegation to UN summit: official

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

14 September 2015 - South Sudan's president Salva Kiir will not lead government's delegation to the summit of heads of state and government at the United Nations General Assembly in New York, raising speculations that he could be fearing to leave Juba because of anti-peace elements in his government.

His vice president, James Wani Igga, will instead attend the summit, according to foreign minister, Barnaba Marial Benjamin.

Top leaders of the two warring parties have been invited by the UN secretary general, Ban Ki Moon, to a summit on South Sudan by world leaders aimed to galvanize international support to the full implementation of the peace agreement signed in August by President Kiir and former vice president, Riek Machar, to end the 20-month long civil war in their country.

South Sudan's armed opposition faction under the leadership of the designated first vice president, Riek Machar, on Sunday announced their top leader received an official

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

invitation from the UN secretary general and that Machar will lead a high-level delegation of the opposition to the summit in New York scheduled for 29 September.

But the government said president Kiir will not travel to New York and instead delegated his deputy, Igga, to attend the first world summit on South Sudan after the signing of the peace deal.

It is not yet clear what prevented the South Sudanese president from attending such an important high profile gathering of the world's heads of state and government.

Speculations point to his alleged fear of absence from the national capital, Juba, as anti-peace senior political and military officials may take the opportunity to derail the peace deal or cause havoc in the government, while others say he might have felt embarrassed and disrespected over his previous reluctance to sign the peace agreement, which he only did 9 days after his rival Machar did sign it.

President Kiir also failed to travel to Addis Ababa, Ethiopia, to sign the agreement and rather opted that the document be brought to Juba by IGAD mediation for the same alleged fear that elements in the army opposed to the agreement could topple him in his absence.

However, foreign minister Marial appealed to the world body to recognize efforts of president Kiir in bringing peace to the war-ravaged nation even if he will not be there in person in New York to express himself.

"The international community, especially the United Nations, should really recognize the effort that the President of the republic of South Sudan Salva Kiir is doing with regards to bringing peace to his country," he told VOA on Monday.

"I think the United Nations as such forums will understand the positions of South Sudan that they do care for their people, that they are a part of the family of nations...and that they are willing to listen to their people and to their friends...In such forums, always it is important so that they will have the patience to listen to our story," he added.

Marial lamented that he hoped the UN summit by the heads of state and government will only discuss "positive" things and not about "punishment and negativity."

President Kiir under heavy international pressure of threats of sanctions and isolation finally on 26 August signed the peace agreement reluctantly with reservations. His rival, Machar, was praised as peace maker for inking the deal at the peace talks' venue in Addis Ababa, exactly on the proposed 17 August deadline, 9 days before his rival.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Sudanese civil society organizations and eminent personalities together with IGAD regional leaders and international partners also signed the agreement on 17 August together with Machar.

Afrique: Deux journalistes soudanaises dans le collimateur des services de renseignement

NOUVELLE

Source: Fraternité Matin

Le 10 septembre, une autre journaliste a été arrêtée et questionnée par les mêmes services de renseignement. Hiba Abedaazeem du journal Al Sudani avait rendez vous avec ce qu'elle pensait être une source dans le sud de Khartoum, à Afra Mall.

14 Septembre 2015 - Reporters sans frontières (RFS) est extrêmement préoccupée par le harcèlement des services de sécurité soudanais contre les journalistes Eiman Mustafa et Hiba Abedazeem à Khartoum.

Depuis son arrestation le 6 septembre dernier, dans la cité d'Ondurnam, la journaliste du quotidien Al Jareeda, Heiman Mustafa, est convoquée quotidiennement au bureau des services de sécurité (NISS). Les 8, 9 et 10 septembre, elle y a passé plus de douze heures d'affilée par jour. Le NISS la questionne sur un de ses articles publiés le 4 septembre évoquant des conflits d'intérêts de certains politiciens qui bloquent au Parlement une loi sur l'agriculture depuis 2010. Les services de sécurité s'intéressent également à ses affiliations politiques et ses liens supposés avec les mouvements de jeunesse puisqu'elle a été arrêtée alors qu'elle était en en compagnie de jeunes gens impliqués dans l'organisation des commémorations des événements de septembre 2013. La raison de sa présence à leurs côtés n'a pas encore pu être clairement liée à ses activités de journaliste.

Le 10 septembre, une autre journaliste a été arrêtée et questionnée par les mêmes services de renseignement. Hiba Abedaazeem du journal Al Sudani avait rendez vous avec ce qu'elle pensait être une source dans le sud de Khartoum, à Afra Mall. Arrivée sur place, elle a trouvé quatre véhicules du NISS. Les officiers l'ont arrêtée et menée à leur bureau où ils l'ont questionnée pendant plus de deux heures à propos d'un article paru le 2 septembre sur la pollution de l'eau dans l'Etat de Khartoum.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"Les arrestations pour interrogatoire des journalistes sont monnaie courante au Soudan, où le NISS dispose d'une totale liberté pour mener les actions qu'il souhaite, déclare Cléa Kahn-Sriber, responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières. Ces deux journalistes ont simplement écrit des articles sourcés, équilibrés mais qui ont le malheur de pointer du doigt les pratiques de certains élus du pays. A ce titre, elles sont persécutées. Nous demandons au gouvernement soudanais de mettre un terme immédiat aux interrogatoires et convocations intempestives de journalistes qui, ne sont rien d'autre que du harcèlement et qui ternissent fortement l'image du régime."

Le Soudan s'illustre régulièrement par sa politique répressive envers les journalistes et les médias. Arrestations arbitraires, saisie de journaux, fermetures forcées, tous les moyens sont bons pour tenter de contrôler l'information dans ce pays qui occupe la 174ème place sur 180 pays dans l'édition 2015 du Classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.